



LES FRANÇAIS ET LE GRAND AGE Quatrième vague du Baromètre

*Principaux enseignements du sondage réalisé
pour la Fédération Hospitalière de France
avec le Mensuel des Maisons de retraite
les 11 et 12 avril 2007*



FEDERATION HOSPITALIERE DE FRANCE

Nicolas PEJU

— ■ —

Contacts TNS Sofres : Département Stratégies d'Opinion / Société

Fabienne SIMON / Laurence BEDEAU

☎ 01 40 92 47 18 / 46 83

48K105



138, avenue Marx Dormoy
92129 Montrouge cedex
France

Tél. : 33 (0)1 40 92 66 66

Fax : 33 (0)1 40 92 46 60

Site Web : www.tns-sofres.com



A l'occasion de la 7^{ème} édition de Geront Expo qui se déroule du 22 au 24 mai 2007, TNS Sofres a **réalisé la quatrième vague du Baromètre *Les Français et le grand âge* pour la Fédération Hospitalière de France, avec le Mensuel des Maisons de retraite.**

Ce dispositif d'études dresse de manière régulière, depuis cinq ans, l'état des lieux de la perception et du rapport des Français au grand âge. **Réalisée les 11 et 12 avril dernier auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus interrogées en face à face, l'édition 2007 rend compte d'une perception majoritairement positive de la vieillesse, mais dans le même temps d'une prise en charge approximative et très insuffisante du grand âge et de la dépendance.**

En 2007, près d'un Français sur trois (31%) déclare avoir dans son entourage proche une personne âgée dépendante, en perte d'autonomie physique ou psychique. Il s'agit, pour 21% des Français, d'un parent proche (père, mère, grands-parents). Cette réalité concerne 40% des 50-64 ans (9 points de plus que la moyenne).

Dans ce contexte, les résultats montrent à quel point la prise en charge du grand âge est, comme les années précédentes, un enjeu crucial dans l'opinion, mais dont les termes se sont durcis en deux ans :

- Les besoins identifiés sont inchangés. Cette stabilité semble signaler une absence de réponse, en tout cas audible, aux attentes déjà exprimées il y a deux ans.
- Par ailleurs, les inquiétudes sont plus fortes qu'en 2005.



La vieillesse : force plutôt que faiblesse de la société française, mais pas exempte de craintes

D'une façon générale, la vieillesse bénéficie d'une image positive dans la société française. Elle signifie d'abord l'expérience (45% de citations) et la sagesse (40% de citations). Elle est également une richesse pour la société (30%). A des niveaux de citations moindres, les Français associent vieillesse et charge (23%), signe de déclin (18%) et enfin handicap (16%).

On enregistre toutefois **des écarts de perception significatifs entre catégories socioprofessionnelles et entre classes d'âges.**

En effet, les **cadres et professions intellectuelles citent plus souvent que la moyenne des représentations positives** (88% de citations positives, contre 78% en moyenne), au premier rang desquelles l'expérience (58% de citations, contre 45% en moyenne). C'est également le fait des plus hauts revenus (plus de 3000 €) pour lesquels expérience, sagesse et richesse qualifient le mieux la vieillesse (84% de citations positives pour 45% de citations négatives). Au contraire, les ouvriers lui associent plus volontiers charge, déclin et handicap.

On peut faire l'hypothèse que les conditions de vie de la vieillesse, subies ou observées par les foyers socialement et / ou économiquement les plus fragiles, façonnent une image plus contrastée de cette étape de la vie : la prise en charge de la personne âgée dépendante est sans aucun doute rendue plus difficile, voire douloureuse, lorsqu'elle est contrainte et limitée financièrement.

Par ailleurs, **les plus de 75 ans portent un regard plus sombre sur leur propre condition.** Bien plus que leurs cadets, ils considèrent la vieillesse comme un signe de déclin (29% de citations) et un handicap (23% de citations). S'ils en admettent également les traits positifs, c'est en demi teinte, dans des proportions plus faibles (63% de citations positives, soit 15 points de moins que la moyenne des Français).

C'est d'ailleurs la dépendance, la perte d'autonomie et les maladies que les Français redoutent le plus de cette étape de la vie (respectivement 40% et 21% de citations). Elles sont en nette progression par rapport à 2005 : +7 et + 5 points. Viennent ensuite la solitude et l'isolement, en recul de 4 points (15% de citations). La perspective de devoir quitter sa maison, la pauvreté, le fait de perdre ses proches, la fin de vie, le manque de respect et les mauvais traitements ou l'impossibilité d'être pris en charge par sa famille sont relégués au second plan, avec moins de 7% de citations. A signaler cependant : les seniors signalent plus que leurs cadets la crainte de devoir (ou d'avoir) quitter leur domicile (13% de citations, contre 6% en moyenne).

Dans le même temps, les Français estiment majoritairement que pouvoirs publics et acteurs du grand âge parlent et agissent insuffisamment. L'attention qu'ils portent à leurs aînés aggrave selon toute vraisemblance la perception très critique de leur prise en charge.



Le grand âge en France : une prise en charge défaillante

Politique publique, information, prise de parole : le constat partagé d'une défaillance des pouvoirs publics et des principaux acteurs du grand âge

Un peu plus de deux tiers des Français (68%) estiment en effet qu'à l'heure actuelle la prise en charge des personnes âgées par les pouvoirs publics en France n'est pas satisfaisante. 68% parmi lesquels 21% jugent la prise en charge *pas du tout satisfaisante*, soit 3 points de plus qu'en 2005.

Le déficit de politique publique est, en 2007 comme il y a deux ans, aggravé d'un déficit de parole et d'un déficit d'information.

71% des répondants jugent qu'on ne parle pas assez des problèmes et de la prise en charge des personnes âgées en France, c'est 8% de plus qu'en février 2005 ; et 59% déclarent enfin avoir le sentiment d'être mal informés sur les dispositifs d'aide et de prise en charge des personnes âgées dépendantes, dont 14% *très mal informés*, soit 2 points de plus qu'il y a deux ans.

Sur ce dernier aspect, les perceptions s'améliorent avec l'âge. D'une façon générale, on peut faire l'hypothèse d'une attention sélective à l'information et dans le cas présent d'une attention significativement plus importante des personnes âgées à l'information de la prise en charge de la dépendance et du grand âge en général. Pour autant, on constate cette année que les populations cibles dressent un constat toujours négatif de la situation. En effet, si les seniors demeurent significativement mieux informés que leurs cadets, ils sont encore une majorité à signaler une mauvaise information. Les jugements positifs restent donc le fait d'une minorité, y compris parmi les plus de 65 ans : en deux ans, le niveau d'information perçu est en net recul.

Dans ce contexte, la maison de retraite, principal hébergement des personnes âgées dépendantes, souffre d'un déficit d'image auquel la perception d'un déficit d'information et de prise de parole contribue très certainement.



La maison de retraite : cadre de vie imparfait et financièrement inabordable de la personne âgée dépendante

Positive – bien qu'a minima – et stable depuis février 2003, l'image des maisons de retraite bascule en 2007 : 49% des Français ont une mauvaise opinion des maisons de retraite pour 41% de bonne opinion. C'est 11% d'opinion négative de plus qu'il y a deux ans.

D'une façon générale, cette **perception** est **socialement homogène**. Elle **varie en revanche selon les classes d'âge**. Les plus critiques sont les 35-49 ans, 56% déclarant avoir une mauvaise opinion des maisons de retraite, soit 7 points de plus que la moyenne. A l'inverse, les 65 ans et plus sont une – courte – majorité à émettre une bonne opinion (51% parmi les 65 à 74 ans et 50% chez les 75 ans et plus).

Enfin, cette opinion est un peu meilleure parmi les Français qui déclarent avoir dans leur entourage proche une personne âgée dépendante, en perte d'autonomie physique ou psychique : 46% de bonne opinion, soit 5 points de plus que la moyenne. Le marqueur, peut-être, d'une inclination des Français à noircir le trait de ce qu'ils ne connaissent pas mais redoutent.

En effet, l'opinion des plus âgés ou et de ceux qui ont dans leur entourage une personne âgée dépendante est toujours un peu meilleure – ou un peu moins mauvaise – que celle de l'ensemble des Français. Si le tableau qu'ils dressent n'est pas exempt de problèmes, la réalité semble moins sombre que la perception qu'en a une majorité.

Concrètement, la mauvaise image des maisons de retraite s'articule à une somme de carences, d'approximations, de réticences et de craintes : charge financière perçue excessive pour 96% des Français, coût d'hébergement inassumable pour sept sur dix (69%), places disponibles insuffisantes pour 86%, soupçon ou constat de maltraitance pour près d'un tiers des Français (soit une progression de 5 points en deux ans, en partie imputable au traitement médiatique des « affaires » qui agitent ponctuellement l'opinion).

D'une façon générale, les Français estiment que la maison de retraite est un cadre de vie imparfait : il n'est pas souhaité mais contraint, répondant – bien qu'imparfaitement – au besoin de prise en charge et d'hébergement de la personne âgée dépendante. Elle est une solution par défaut.

La réticence des personnes âgées fait écho à la mauvaise conscience des plus jeunes. En effet, quel que soit leur âge, les Français partagent la même réticence à l'égard de cette solution d'hébergement : les plus jeunes y mettent à contrecœur leurs aînés (79%, 3 points de plus qu'en février 2005) ; les personnes âgées ne souhaitent pas aller en maison de retraite (84% des Français, 87% des 60 ans et plus).



Les Français prêts à s'impliquer dans la prise en charge des personnes âgées ? Oui, mais ...

Temps ou argent ? L'investissement dont on a les moyens

Dans ce contexte, interrogés sur ce qu'ils seraient prêts à faire pour améliorer la prise en charge des personnes très âgées, **près de neuf Français sur dix (87%) se disent prêts à consacrer du temps à une personne âgée de leur entourage**. Trois sur quatre (75%) seraient prêts à payer une aide à domicile à une personne âgée de leur entourage pour lui permettre de rester chez elle et trois sur cinq (60%) prêts à prendre en charge un parent âgé à leur domicile. En d'autres termes, des alternatives à l'hébergement en établissement.

Payer une place en maison de retraite à une personne âgée de son entourage ne met d'accord que 44% des Français, c'est 17% de moins qu'il y a deux ans : probablement la conséquence de réticences et de perceptions qui se sont durcies depuis 2005, au premier rang desquelles le coût de cette solution d'hébergement. En effet, 68% des Français qui déclarent effectivement pouvoir assumer le coût moyen de 1500 euros par mois pour ce type d'hébergement consentent à payer une place en maison de retraite.

Enfin, moins d'un tiers des Français (32%) admettent l'augmentation des prélèvements obligatoires (cotisations sociales, CSG), et 14% se disent prêts à accueillir chez eux à titre onéreux une personne âgée qu'ils ne connaissent pas.

D'une façon générale, on constate des écarts d'opinion significatifs entre les niveaux de revenus. Schématiquement, les Français les plus aisés se disent prêts à dépenser de l'argent ... et les foyers les plus fragiles économiquement à dépenser du temps. **Concrètement, on choisit la solution dont on a les moyens : temps ou argent.**

Enfin, la prise en charge de la dépendance et du grand âge apparaît comme un secteur attractif pour un plus de trois Français sur cinq : 62% (+1 point en deux ans) conseilleraient en effet à un proche ou un enfant de s'orienter vers un métier d'aide et de prise en charge des personnes âgées. Pourtant, il est indispensable de resituer ce chiffre dans un double contexte : d'une part, les métiers de ce secteur disposent d'un capital de sympathie considérable auprès de la population (c'est le cas des infirmières par exemple) ; d'autre part, ce sont les chômeurs (79%), les ouvriers (73%), les plus petits revenus et d'une façon générale les plus fragilisés sur le marché de l'emploi qui, les premiers, expriment une opinion positive sur la question.



Quelle solution pour l'avenir : les Français favorable à un financement individuel ?

L'opinion se prononce majoritairement et sans ambiguïté pour un financement individuel des dépenses liées à la dépendance chez les personnes âgées dans les années à venir : 52% estiment qu'il faut laisser à chacun la possibilité de souscrire une assurance qui couvre le moment venu les frais liés à la dépendance. Moins d'un tiers des Français (32%) privilégieraient au contraire l'augmentation des prélèvements obligatoires et des cotisations sociales, en d'autres termes une prise en charge de la dépendance par la solidarité nationale. A noter : 16% ne se prononcent pas et refusent d'arbitrer entre les deux options. Une indécision qui monte à 27% parmi les Français qui ne déclarent pas de préférence partisane.

On constate, sur ce point, l'empreinte des sympathies politiques et le traditionnel clivage gauche / droite : les sympathisants de droite sont 64% à choisir le financement individuel, contre 42% des sympathisants de gauche.

Enfin, on peut faire l'hypothèse qu'une partie des Français considère, aujourd'hui, la dépendance issue du grand âge comme un risque aléatoire (rappelons-le : 79% des Français n'ont aucune personne âgée dépendante dans leur entourage proche ; une réalité, donc, vécue à distance par une majorité). **En conséquence, la prise en charge de la dépendance par la solidarité nationale est un coût qu'une majorité n'est pas prête à assumer.**